MINÉE PAR DES DOSSIERS BRÛLANTS

Chaude sera la rentrée sociale

Tous les ingrédients d'un mouvement social d'ampleur à la rentrée sont réunis : une inflation qui lamine y compris les couches moyennes, une réforme éducative qui divise la société et un gouvernement qui navigue à vue et ne sait plus quoi faire face à la crise économique consécutive à la chute des prix du pétrole.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le pessimisme qui règne sur le marché du pétrole n'est pas pour compenser le manque d'imagination du gouvernement qui navigue à vue depuis la dégringolade des prix de l'or noir entamée il y a maintenant deux ans. Il ne sait vraiment pas quoi faire pour maintenir la croissance hors hydrocarbures portée jusque-là par la dépense publique.

En effet, le marché du pétrole désespère de voir les pays producteurs convenir de limiter l'offre abondante.

Les annonces d'éventuels accords sur le gel du niveau de production ne sont plus prises au sérieux depuis les échecs successifs de la réunion OPEP-Russie de Doha ainsi que la réunion semestrielle du cartel en avril et juin derniers. L'agitation suscitée par la dernière annonce d'une réunion informelle fin septembre en marge d'un forum énergétique à Alger n'était qu'une chimère.

Les cours du pétrole, qui ont remonté un petit peu à la suite de cette annonce, stagnent en dessous de la barre des 50 dollars. Bref, la progression des prix du pétrole fausse désormais les calculs de la loi de finances pour 2016 qui tablait sur une hausse des prix à partir du second semestre de l'exercice. Il n'y a pas assez de rente à redistribuer et les secteurs hors hydrocarbures se préparent au pire, notamment le secteur du BTP et celui de l'automobile.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que des centaines d'entreprises du BTP se retrouvent déjà sans plans de charge à cause du gel de milliers de projets de développement et les concessionnaires automobiles ont vu leurs importations divisées par cinq du fait des restrictions décrétées par le gouvernement dans la foulée de l'austérité imposée par la chute des recettes d'exportation du pétrole. Les compressions d'effectifs se multiplient ainsi dans ces deux secteurs, contraignant des milliers d'employés au chômage. Et ce ne sont pas les seuls secteurs touchés par la crise. Puisque la Fonction publique, premier employeur du pays avec deux millions de fonctionnaires dont 20% de contractuels, qui recrutait à tour de bras ces dernières années, se fait de plus en plus discrète faute de postes budgétaires.

Photo : DR

Violentes émeutes entre jeunes chômeurs et forces de l'ordre à Annaba.

Par ailleurs, la consolidation budgétaire, euphémisme utilisé par le gouvernement pour qualifier l'austérité imposée aux Algériens depuis l'amorce de la crise n'a pas eu l'effet escompté. Elle a juste tiré vers le bas la croissance de secteurs dynamiques et pourvoyeurs d'emplois comme le BTP et l'automobile. Et, à défaut d'engager un virage vers une diversification de l'économie à même d'élargir l'assiette fiscale et compenser la baisse de la fiscalité pétrolière par une fiscalité ordinaire, le gouvernement n'arrive même pas à recouvrer les impôts. C'est que le taux de recouvrement patauge désespérément en dessous de 15%, indiquant plutôt d'un basculement de l'Etat vers la sphère informelle et d'un manque de maîtrise des statistiques de la part du gouvernement, drapé dans un optimisme entretenu par des calculs irrationnels et loin de représenter la réalité. Le taux d'inflation et celui du chômage communiqués par l'ONS en sont l'illustration parfaite. Ils contrastent avec la situation des secteurs les plus pourvoyeurs d'emplois et la perte de pouvoir d'achat de la majorité des Algériens à cause de la dévaluation du dinar (-30% face à au dollar et -20% face à l'euro) dont la valeur dépend des recettes des exportations du pétrole et donc du prix du baril du pétrole.

La mise au point faite par la Banque d'Algérie à la Banque mondiale quant à la situation macroéconomique du pays sonne ainsi comme un cafouillage qui renseigne surtout sur l'alarmisme qui s'empare du gouvernement lequel redoute une explosion sociale à la rentrée.

Dès lors, les syndicats affûtent leurs armes et les partis d'opposition sont aux aguets. Et ce ne sont pas uniquement les revendications salariales dont les négociations sont suspendues depuis longtemps sur bien des questions liées aux régimes indemnitaires des fonctionnaires et des retraités qui sont au menu de leurs représentants.

Ceux du secteur de l'éducation nationale, le plus important de tous du point de vue des effectifs, avec un demi-million d'employés et près de neuf millions d'élèves, contestent même les réformes pédagogiques.

Contrôlés essentiellement par les islamo-conservateurs, les syndicats de l'éducation nationale réfutent les idées modernisatrices de la ministre Nouria Benghebrit. Un dossier qui mine une rentrée sociale qui s'annonce chaude dans ce contexte de crise économique laminant y compris les couches moyennes de la société.

L. H.

SOUS L'EFFET DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

5 000 projets ont été gelés à travers le pays

La grave crise économique que vit le pays sous l'effet de la chute des cours du pétrole, depuis l'été 2014, a contraint l'exécutif à procéder à des coupes budgétaires et à sacrifier certains projets en raison du manque de financements.

Younès Djama- Alger (Le Soir)- Au début de janvier 2015, lors de son passage sur le plateau de la Télévision nationale, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait affirmé que l'exécutif s'engageait à «prendre des mesures pour réduire les dépenses non prioritaires», six mois seulement après le début de la chute des cours du pétrole, amorcée dès le mois de juin 2014.

Les restrictions budgétaires devaient concerner notamment certains projets comme les projets de tramways, le rail et le recrutement dans certaines branches de la Fonction publique. Excepté les secteurs de l'éducation, la santé, la construction de logements et les crédits alloués aux jeunes qui sont maintenus. Aujourd'hui, on compte quelque 5 000 projets à travers le pays qui ont été gelés, selon Smaïn Kouadria, député du Parti des travailleurs (PT), que nous avons contacté.

Des gels qui concernent «tous les projets des routes double voie, voies ferrées, tramways, téléphériques, barrages, établissements scolaires et hospitaliers, etc.», relève le député qui cite, entre autres exemples concrets, le gel du projet de la route RN 20 double voie Guelma-Constantine, celle de Souk Ahras-Guelma, la voie ferrée Boucheggouf-Guelma-El Khroub.

Aussi, les deux projets de stades de 5 200 places à Hammam Debagh et Guelat Bousbaâ. Au niveau de la wilaya de Tarf, c'est le tronçon de l'autoroute Est-Ouest Dréan-El Kala sur 70 km qui a fait les frais de la crise.

Egalement, le projet de la voie ferrée El Kala-Echatt jusqu'à la wilaya de Annaba sur une distance de 70 km.

Enfin, tous les projets hospitaliers 200 et 120 lits ont dû être sacrifiés sous l'effet de la crise. Des exemples qu'il faudra démultiplier sachant que chaque wilaya a dû faire l'impasse sur de grands projets structurants, faute de financements disponibles.

Les travaux publics, les transports, les ressources en eau, l'aménagement du territoire, la santé, la culture, etc., presque aucun secteur n'a été épargné par ces mesures d'austérité budgétaire.

On parle ainsi du gel des extensions du Métro d'Alger, des projets de certaines villes nouvelles, ou carrément de projets de tramways.

Partenariats public-privé (PPP), la panacée

L'exécutif compte néanmoins sur d'autres moyens de financement pour réaliser les grands projets que l'Etat ne peut pas supporter sur son budget. A l'instar des partenariats public-privé (PPP), notamment pour les projets de transports.

Ou encore en recourant à la méthode des financements mixtes : (budget, investisseur privé et/ou étranger et crédit bancaire ou financement par appel à l'épargne publique).

La réalisation de l'extension de l'aéroport Houari-Boumediène et la réalisation du grand port du Centre (Cherchell) font déjà l'objet d'une réalisation en PPP, en attendant que d'autres suivent le même chemin.

Y. D.

EN LÉGER REPLI HIER À LONDRES

Le pétrole sur un terrain instable

Hier à 16h GMT, sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, le baril du Brent de la mer du Nord, référence de calcul des prix du Sahara Blend algérien, valait 50,49 dollars, en repli de 40 cents par rapport à la clôture de jeudi (50,89 dollars). Il a oscillé entre 50,34 et 51,22 dollars lors de cette séance. S'il a conservé l'essentiel des gains réalisés ces derniers jours dans le sillage de l'annonce d'une réunion entre pays producteurs fin septembre à Alger et l'annonce surprise de mercredi faisant état d'une baisse des stocks américains, le baril de pétrole évolue néanmoins sur un terrain instable.

Cette solidité enregistrée hier tient au fait qu'il n'y a pas eu de mauvaises nouvelles venant perturber un marché qui souffre de la surabondance de l'offre et le pessimisme de ses analystes qui, non seulement ne croient pas à l'éventualité d'un accord gelant le niveau de production, mais ne pensent pas à une reprise à court terme de la croissance mondiale. «Aucune nouvelle ne justifiait la nette hausse des cours de jeudi.

Ainsi, l'absence de mauvaise nouvelle suffit à faire monter les prix», ont estimé les analystes de Commerzbank au sujet du bond enregistré à la clôture de jeudi. Les investisseurs se tournent en tout cas vers la publication des indicateurs de fin de semaine, notamment le décompte hebdomadaire des puits de forage en activité aux États-Unis qu'annonce habituellement le groupe privé Baker Hughes à la fin de la journée de vendredi.

Ainsi, ces données ont indiqué une augmentation lors des sept dernières semaines, «ce qui renforce les craintes de surapprovisionnement à terme du marché», et fait déprimer les cours aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe. «La dernière fois qu'il y a eu une série de huit semaines consécutives, c'était il y a un peu plus de deux ans, juste avant que les cours qui flirtaient à l'époque avec les 100 dollars n'entament leur dégringolade», ont prévenu les analystes de Commerzbank. Et de conclure : «La hausse du cours du pétrole est en terrain instable».

L. H.